



GMBA Seleco
WALTER ALLINIAL

membre indépendant de Walter France et d'Allinial Global International

> Conseil

> Audit

> Expertise comptable, fiscale et sociale

Association Les Cris de Paris

87 Rue des Pyrénées

75020 PARIS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice du 1^{er} Janvier 2022 au 31 Décembre 2022.

5, rue Lespagnol - 75020 PARIS

Tél : 33 (0)1 44 93 10 30 - Fax : 33 (0)1 44 93 10 39

E-mail : paris20@gmbsa.fr

Site internet : www.gmba-allinial.com

SARL au capital de 75 812,90 euros - 612 007 690 RCS PARIS - NAF 6920 Z - N° TVA : FR 01612007690
Inscrite au Tableau de l'Ordre des Experts Comptables de la Région Parisienne
Membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Paris
Membre indépendant de Walter France et d'Allinial Global International



Notre engagement
responsable depuis
2012

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Aux membres de l'assemblée générale de l'Association,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale en date du 15/12/2019, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association « Association Les Cris de Paris » relatifs à l'exercice clos le 31/12/2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 01/01/2022 à la date d'émission de notre rapport et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le paragraphe « faits significatifs » de l'annexe page 6 relatif au crédit d'impôt spectacle vivant.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatifs à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris, 22 juin 2023

Le Commissaire aux Comptes

GMBA SELECO

Marie TOYER

Directrice associée, responsable technique



GMBA SELECO

Représentée par

Michel GIRE

Commissaire aux comptes associé gérant



COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2022

- BILAN ACTIF
- BILAN PASSIF
- COMPTE DE RESULTAT
- ANNEXE

Bilan association ANCACTIF

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2022 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2021 (12 mois)		Variation
	Brut	Amort.prov.	Net	Net	
Immobilisations incorporelles					
Frais d'établissement					
Frais de recherche et développement					
Donations temporaires d'usufruit					
Concessions, brevets, droits similaires					
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles					
Immobilisations incorporelles en cours					
Avances et acomptes					
Immobilisations corporelles					
Terrains					
Constructions					
Installations techniques, matériel et outillage industriels					
Autres immobilisations corporelles	60 637	28 806	31 832	5 709	26 123
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
Immobilisations financières					
Participations et créances rattachées					
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres	600		600	600	
TOTAL (I)	61 237	28 806	32 432	6 309	26 123
Actif circulant					
Stocks et en-cours	2 698		2 698		2 698
Avances et acomptes versés sur commandes					
Créances					
. Créances clients, usagers et comptes rattachés	62 603		62 603	158 820	- 96 217
. Créances reçues par legs ou donations					
. Autres	216 051		216 051	57 122	158 929
Valeurs mobilières de placement					
Instruments de trésorerie					
Disponibilités	25 777		25 777	65 795	- 40 018
Charges constatées d'avance	4 948		4 948	158	4 790
TOTAL (II)	312 078		312 078	281 895	30 183
Frais d'émission des emprunts (III)					
Primes de remboursement des emprunts (IV)					
Ecart de conversion actif (V)					
TOTAL ACTIF	373 315	28 806	344 509	288 204	56 305

Bilan association ANC(suite)PASSIF

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2022 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2021 (12 mois)	Variation
Fonds propres			
<i>Fonds propres sans droit de reprise</i>			
. Fonds propres statutaires			
. Fonds propres complémentaires			
<i>Fonds propres avec droit de reprise</i>			
. Fonds statutaires			
. Fonds propres complémentaires			
Ecart de réévaluation			
<i>Réserves</i>			
. Réserves statutaires ou contractuelles			
. Réserves pour projet de l'entité			
. Autres			
Report à nouveau	93 514	94 599	- 1 085
Excédent ou déficit de l'exercice	28 236	-1 085	29 321
Situation nette (sous total)	121 750	93 514	28 236
Fonds propres consommables			
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
TOTAL (I)	121 750	93 514	28 236
Fonds reportés et dédiés			
Fonds reportés liés aux legs ou donations			
Fonds dédiés	18 958	3 896	15 062
TOTAL (II)	18 958	3 896	15 062
Provisions			
Provisions pour risques			
Provisions pour charges			
TOTAL (III)			
Dettes			
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières diverses			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	104 328	57 207	47 121
Dettes des legs ou donations			
Dettes fiscales et sociales	38 740	73 799	- 35 059
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes	973	5 287	- 4 314
Instruments de trésorerie			
Produits constatés d'avance	59 761	54 500	5 261
TOTAL (IV)	203 801	190 794	13 007
Ecart de conversion passif (V)			
TOTAL PASSIF	344 509	288 204	56 305
Engagements reçus			
Legs nets à réaliser			
. acceptés par les organes statutairement compétents			
. autorisés par l'organisme de tutelle			
Dont en nature restant à vendre			

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2022 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2021 (12 mois)	Variation
Engagements donnés			

Compte de résultat association ANC

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2022 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2021 (12 mois)	Variation	%
	Total	Total		
Produits d'exploitation				
Cotisations				
Ventes de biens et services				
. Ventes de biens	677	7 650	- 6 973	-91,15
. dont ventes de dons en nature				
. Ventes de prestations de services	653 215	352 181	301 034	85,48
Produits de tiers financeurs				
. Concours publics et subventions d'exploitation	330 884	271 000	59 884	22,10
. Versements des fondateurs ou consommations/dotation comptable				
. Ressources liées à la générosité du public				
. Dons manuels				
. Mécénats				
. Legs, donations et assurances-vie				
. Contributions financières	52 001		52 001	N/S
Reprises sur les amortiss., dépréciat., prov. et transferts de charge				
Utilisations des fonds dédiés	3 896		3 896	N/S
Autres produits	808	35	773	N/S
Total des produits d'exploitation (I)	1 041 481	630 866	410 615	65,09
Charges d'exploitation				
Achats de marchandises	2 698		2 698	N/S
Variations stocks	-2 697		- 2 697	N/S
Autres achats et charges externes	340 488	141 421	199 067	140,76
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	10 353	6 846	3 507	51,23
Salaires et traitements	464 051	319 255	144 796	45,35
Charges sociales	189 656	149 690	39 966	26,70
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	7 419	4 253	3 166	74,44
Dotations aux provisions				
Reports en fonds dédiés	18 958	3 896	15 062	386,60
Autres charges	34 796	5 542	29 254	527,86
Total des charges d'exploitation (II)	1 065 721	630 902	434 819	68,92
RESULTAT D'EXPLOITATION (I – II)	-24 240	-36	- 24 204	N/S
Produits financiers				
De participations				
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif				
Autres intérêts et produits assimilés	600		600	N/S
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement				
Total des produits financiers (III)	600		600	N/S
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placements				

	Exercice clos le 31/12/2022 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2021 (12 mois)	Variation	%
	Total	Total		
Total des charges financières (IV)				
RESULTAT FINANCIER (III – IV)	600		600	N/S
RESULTAT COURANT avant impôts (I – II + III – IV)	-23 641	-36	- 23 605	N/S
Produits exceptionnels				
Sur opérations de gestion		3 879	- 3 879	-100
Sur opérations en capital				
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Total des produits exceptionnels (V)		3 879	- 3 879	-100
Charges exceptionnelles				
Sur opérations de gestion		4 928	- 4 928	-100
Sur opérations en capital				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions				
Total des charges exceptionnelles (VI)		4 928	- 4 928	-100
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		-1 049	1 049	-100
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les sociétés (VIII)	-51 877		- 51 877	N/S
Total des produits (I + III + IV)	1 042 081	634 745	407 336	64,17
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	1 013 844	635 830	378 014	59,45
EXCEDENT OU DEFICIT	28 236	-1 085	29 321	N/S
Evaluation des contributions volontaires en nature				
Produits				
. Dons en nature				
. Prestations en nature				
. Bénévolats				
Total				
Charges				
. Secours en nature				
. Mise à disposition gratuite de biens et services				
. Prestations				
. Personnel bénévole				
Total				

Annexes Associations 2023

PREAMBULE

L'association "Les Cris de Paris" a pour objet : la recherche, l'étude, l'exercice et la diffusion de répertoires de musique vocale par l'organisation de spectacles vivants.

Les activités majeures de l'association en 2022 sont les suivantes :

- * t u m u l u s, en collaboration avec François Chaignaud et la compagnie Mandorle productions,
- * Dafne, en collaboration avec Aurélien Bory et la Compagnie 111,
- * Tokyo no oto, en collaboration avec Jérôme Combier et l'Ensemble Cairn,
- * l'ailleurs de l'autre, en collaboration avec Thomas Guillaud-Bataille,
- * David et Salomon
Heinrich Schütz.

L'association Les Cris de Paris est conventionnée par la DRAC et par la Région PAC. Elle est soutenue par la Ville de Paris et l'Institut Français, le CNM, la SACEM ainsi que par la Société Générale.

L'association ne fait pas appel à la générosité du public.

L'exercice social clos le 31/12/2022 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2021 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 344 509,28 E.

Le résultat net comptable est un excédent de 28 236,27 E.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Faits significatifs

L'association a reçu le 18 février 2022 un agrément à titre provisoire pour le crédit impôt spectacle vivant (CISV) pour DAFNE. Le montant du CISV s'élève en 2022 à 51 877 euros.

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

METHODE GENERALE

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions des règlements suivants :

" ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général

" ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en Euro.

PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont incorporés (ou sont directement inscrits en charges) dans le coût d'acquisition ou de production de ces immobilisations.

Amortissement et dépréciation de l'actif :

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation.

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

Type	Durée
Matériel de transport	04 ans
Matériel de bureau et informatique	de 03 à 10 ans
Mobilier	de 05 à 10 ans

Créances :

Les créances, dont les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non-recouvrement.

Provisions pour risques et charges :

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Indemnités de fin de carrière :

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entité au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités. Elles sont déterminées en appliquant au calcul de l'indemnité légale ou conventionnelle une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les engagements des indemnités pour départ à la retraite ne représentent pas un montant significatif et n'ont pas été valorisés dans les comptes et dans l'annexe.

Fonds dédiés

La partie des ressources dédiées par des tiers financeurs à des projets définis, qui à la clôture de l'exercice, n'a pu être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard est comptabilisée au compte de passif « Fonds dédiés » avec pour contrepartie une charge comptabilisée dans le compte « reports en fonds dédiés ».

Les ressources suivantes non utilisées à la clôture de l'exercice sont inscrites en fonds dédiés et sont considérées comme fiscalement déductibles :

- Les subventions d'exploitation
- Les contributions financières reçues d'autres personnes morales de droit privé à but non lucratif ;
- Les ressources liées à la générosité du public

Crédit impôt Spectacles vivants (CISV)

Les dépenses éligibles du CISV ont été calculées en tenant compte de l'Article 220 quindecies du code général des impôts. Les subventions publiques non remboursables reçues par l'association ont été déduites sur la base du rapport entre le montant des dépenses éligibles et le montant total des charges de l'entreprise figurant au compte de résultat. (VII de l'article 220 quindecies du CGI)

Contributions volontaires :

Les contributions volontaires n'ayant pas été considérées comme significatives, elles ne font pas l'objet d'une information dans l'annexe.

Annexes Associations 2023 (suite)

NOTES SUR LE BILAN ACTIF

Immobilisations

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles				60 637
Immobilisations corporelles	27 097	33 541		600
Immobilisations financières	600			
TOTAL	27 697	33 541		61 237

Amortissements

Immobilisations amortissables	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Autres immobilisations corporelles				
Matériel de bureau et informatique	21 387	7 419		28 806
TOTAL II	21 387	7 419		28 806
TOTAL GENERAL (I+II)	21 387	7 419		28 806

Etats des stocks

	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Stock CDs		2 698		2 698
TOTAL		2 698		2 698

Etat des créances et charges constatées d'avance

Créances	Montant brut	Echéances jusqu'à 1 an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé:			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres créances	600		600
Créances de l'actif circulant:			
Créances usagers	62 603	62 603	
Autres créances	216 051	216 051	
Charges constatées d'avance	4 948	4 948	
TOTAL	284 203	283 603	600

Les autres créances s'élèvent à 216 051 euros dont 132 334 euros de subventions et de contributions financiers et 51 877 euros de crédit impôt spectacle vivant.

Etat des produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Participations ou immobilisations financières	
Produits d'exploitation	7 904
Subventions/financements	132 334
Autres produits à recevoir	
TOTAL	140 238

Les subventions et contributions financières à recevoir s'élèvent à 132 334 euros notamment: 25 000 euros du Fonds de création Lyrique, 10 000 euros au titre du solde de la Region PAC 2019, 10 000 euros au titre du solde de la Region PAC 2020, 10 000 euros au titre du solde de la Region PAC 2021, 10 000 euros au titre du solde de la Region PAC 2022, 22 500 euros au titre du solde du CNM 2021.

Annexes Associations 2023 (suite)

NOTES SUR LE BILAN PASSIF

Fonds propres (Art. 431-5)

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau	94 599	-1 085			93 514
Excédent ou déficit de l'exercice	-1 085	1 085	28 236		28 236
Situation nette	93 514		28 236		121 750
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	93 514		28 236		121 750

Analyse des fonds dédiés

Les fonds dédiés s'élèvent à 18 958 euros au 31 décembre 2022 et se décomposent comme suit :

- fonds dédiés sur la subvention CNM à hauteur de 13 125 euros sur un total de 75 000 euros ;
- fonds dédiés sur contributions financières de la SPEDIDAM à hauteur de 5 833 euros sur un total de 12 000,96 euros ;

Les fonds dédiés comptabilisés au 31 décembre 2021 pour 3 896 euros pour le concours financier à la résidence annuelle et à l'Académie à Points communs ont été intégralement repris et utilisés.

Variation des fonds dédiés	A l'ouverture	Reports	Utilisations : Montant global	Utilisations : Dont remboursements	Transferts	A la clôture : Montant global	A la clôture : Dont fonds à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation		13 125				13 125	
Contributions financières d'autres organismes	3 896	5 833	3 896			5 833	
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL	3 896	18 958	3 896			18 958	

Etat des dettes et produits constatés d'avance

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5ans
Etablissements de crédit				
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	104 328	104 328		
Dettes fiscales et sociales	38 740	38 740		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	973	973		
Produits constatés d'avance	59 761	59 761		
TOTAL	203 801	203 801		

Les produits constatés d'avance s'élèvent à 59 761 euros dont 36 760,60 euros au titre de la quote-part de frais annexes 2023 refacturés en avance en 2022 à l'Opéra de Reims.

Charges à payer par poste de bilan

Charges à payer	Montant
Emprunts et dettes établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières diverses	
Fournisseurs	9 447
Dettes fiscales et sociales	7 179
Autres dettes	
TOTAL	16 626

Annexes Associations 2023 (suite)**NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT****Concours publics et subventions**

	Union européenne	Etat	Collectivité territoriale	CAF	Autres	TOTAL
Concours Publics						
Subventions d'exploitation		138 884	60 000		132 000	330 884
Subventions d'investissement						
Total	0	138 884	60 000	0	132 000	330 884

Annexes Associations 2023 (suite)

AUTRES INFORMATIONS

Engagements pris en matière de pensions, retraite et engagements assimilés

Les engagements des indemnités pour départ à la retraite ne représentent pas un montant significatif et n'ont pas été valorisés dans les comptes et dans l'annexe.

Effectif moyen

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'association
Cadres	1	
Non cadres	1	
TOTAL	2	0

Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élèvent à 7 650 euros.